



**PRÉFÈTE  
DU LOIRET**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la protection des populations  
Sécurité de l'environnement industriel**

**ARRÊTÉ**

**METTANT EN DEMEURE LA SOCIÉTÉ SIDESUP DE RESPECTER  
LES PRESCRIPTIONS QUI LUI SONT APPLICABLES POUR LES INSTALLATIONS  
QU'ELLE EXPLOITE SUR LE TERRITOIRE D'ENGENVILLE, 12 RUE DU MOULIN**

La préfète du Loiret  
Chevalier de la Légion d'honneur

**Vu** le code de l'environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 512-20, L. 514-5 et R. 512-69 ;

**Vu** le décret du 10 février 2021 nommant Mme Régine ENGSTRÖM préfète de la Région Centre-Val de Loire, préfète du Loiret ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2021 portant délégation de signature à Monsieur Benoît LEMAIRE, secrétaire général de la préfecture du Loiret ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation environnementale du 28 décembre 2021 relatif à l'exploitation d'une troisième ligne de séchage et actualisant les prescriptions applicables à la société SIDESUP pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ENGENVILLE, 12 rue du Moulin ;

**Vu** l'arrêté préfectoral du 13 juillet 2022 de mesures d'urgence concernant la société SIDESUP pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune d'ENGENVILLE, 12 rue du Moulin ;

**Vu** l'étude de dangers jointe au dossier de demande d'autorisation environnementale déposé le 10 mars 2021 et complété le 9 juin 2021 ;

**Vu** la communication à l'exploitant des rapports de l'inspection des installations classées relatifs aux visites du 8 septembre 2022, conformément aux articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

**Vu** la notification à l'exploitant du projet d'arrêté de sa mise en demeure par courrier du 10 octobre 2022 ;

**Vu** l'absence de réponse de l'exploitant ;

**Considérant** que lors de la visite du 8 septembre 2022 portant sur la thématique risques chroniques, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant ne réalise pas une évaluation en continu des émissions atmosphériques des poussières pour les flux massiques horaires et annuels ;
- L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (poussières) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement ;

- L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des poussières émises par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes » ;
- L'exploitant ne réalise pas une mesure en continu des émissions atmosphériques des NOx pour les concentrations et les flux massiques horaires et annuels ;
- L'exploitant ne prend pas toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants (NOx) dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement ;
- L'exploitant ne justifie pas du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des NOx émis par rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes » ;
- L'exploitant ne s'assure pas de la justesse et de la représentativité des données d'autosurveillance issues des analyseurs en continu prévus par le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL2, QAL3 et AST ;
- L'exploitant ne justifie pas du contrôle annuel d'entretien des sondes de mesures en continu des poussières. Il ne prend donc pas toutes les dispositions nécessaires pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement ;
- L'exploitant n'a pas transmis à l'inspection des installations classées un plan de surveillance dans les 4 mois à compter de la notification de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021. Il n'a pas réalisé une surveillance annuelle des retombées de poussières dans l'environnement lors de la campagne luzerne 2022 ;
- L'exploitant n'a pas procédé, dans les délais, à la réalisation des travaux de mise en conformité acoustique des installations existantes et à la réalisation de l'analyse acoustique à l'issue des travaux ;

**Considérant** que lors de la visite du 8 septembre 2022, portant sur la thématique risques accidentels, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- L'exploitant stocke des sciures de bois en dehors du bâtiment de stockage dédié et ces sciures de bois étant soumises aux intempéries, l'exploitant ne s'assure pas de l'absence de fermentation des sciures de bois pouvant entraîner un incendie ;
- Le rapport incident du 10 août 2022 établi par l'exploitant à la suite de l'incendie survenu les 6 et 7 juillet 2022 ne présente ni les causes profondes de l'incident ni les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident/incident similaire et pour en pallier les effets ;
- Le plan d'opération interne (POI) est incomplet et à mettre à jour. De plus, le POI et son contenu sont méconnus du personnel ;
- Compte tenu de dépassements de seuil de pré-alarme et d'alarme récurrents, de capteurs hors service et de l'absence de mise en oeuvre de mesures correctives en cas de dépassement de seuils de température, l'exploitant ne s'assure pas que les conditions de stockage des produits n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ;
- Le silo 3 ne dispose pas de 5 sondes de silothermométrie ;
- L'exploitant ne réalise pas de vérification annuelle d'étanchéité des tuyauteries alimentées en gaz naturel ;
- Compte tenu de l'absence du scénario des effets domino du bâtiment de stockage de sciures sur l'aire d'alimentation en combustible biomasse de la ligne 27000, l'exploitant ne justifie pas d'une prévention des incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences.

**Considérant** que les installations concernées par les écarts précités présentent des risques d'incendie ou d'explosion et de pollutions de l'air et des eaux superficielles et souterraines ;

**Considérant** que ces constats constituent des manquements aux dispositions du code de l'environnement et des arrêtés préfectoraux susvisés ;

**Considérant** que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SIDESUP de respecter les prescriptions et dispositions précitées des arrêtés préfectoraux susvisés, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Sur** proposition du secrétaire général de la préfecture du Loiret

## **ARRETE**

### **Article 1<sup>er</sup> :**

La société SIDESUP, dont le siège social est situé 12 rue du Moulin 45300 ENGENVILLE, pour les installations qu'elle exploite à la même adresse est mise en demeure :

**1) Sous 15 jours** à compter de la notification du présent arrêté :

- de stocker les sciures dans le bâtiment dédié afin de s'assurer que les conditions de stockage des sciures de bois n'entraînent pas de fermentation de ces dernières conformément à l'article 8.3.2.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;

**2) Sous 1 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- de présenter dans le rapport accident, établi à la suite de l'incendie survenu les 6 et 7 juillet 2022, les causes profondes de l'incident et les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident/incident similaire et pour en pallier les effets conformément à l'article R. 512-69 du code de l'environnement et à l'article 6 de l'arrêté préfectoral de mesure d'urgence du 13 juillet 2022 susvisés ;

**3) Sous 2 mois** à compter de la notification du présent arrêté, conformément à l'article 8.1.5 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé :

- a) de s'assurer, au travers d'une surveillance appropriée et adaptée, que les conditions de stockage des produits finis (pellets de luzerne, de pulpes de betteraves et de bois) n'entraînent pas de fermentation risquant de provoquer des dégagements de gaz inflammables ;
- b) d'équiper le silo n°3 de 5 sondes avec 5 capteurs, opérationnelles, de silothermométrie ;

**4) Sous 3 mois** à compter de la notification du présent arrêté :

- a) conformément aux articles 3.2.4.1 et 3.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé :
  - 1) de réaliser une évaluation en continu des émissions atmosphériques des poussières pour les flux massiques horaires et annuels ;
  - 2) de réaliser une mesure en continu des émissions atmosphériques des NOx pour les concentrations et les flux massiques horaires et annuels ;
- b) de prendre toutes les dispositions nécessaires dans la conception, l'aménagement et l'exploitation des installations pour limiter les émissions de polluants dans l'environnement, respecter les valeurs limites d'émissions des substances polluantes et prévenir en toutes circonstances l'émission de ces substances polluantes pour l'environnement conformément à l'article 2.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé :
  - 1) pour le paramètre poussières ;
  - 2) pour le paramètre NOx ;
- c) de justifier du choix des valeurs enregistrées issues de la surveillance en continu servant à déterminer la valeur de la moyenne journalière des paramètres poussières et NOx émis par

rapport aux référentiels applicables, notamment pour ce qui concerne les valeurs « aberrantes » conformément à l'article 3.3.1.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;

- d) de s'assurer de la justesse et de la représentativité des données d'autosurveillance issues des analyseurs en continu prévus par le système d'assurance qualité des systèmes automatiques de mesurage en continu QAL2, QAL3 et AST, conformément à l'article 3.3.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;
- e) de justifier de la réalisation du contrôle annuel d'entretien des sondes de mesures en continu des poussières ;
- f) de transmettre à l'inspection des installations classées un plan de surveillance et de réaliser une surveillance annuelle des retombées de poussières dans l'environnement, conformément à l'article 3.4.2 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;
- g) de procéder à la réalisation des travaux de mise en conformité acoustique des installations existantes, et à la réalisation de l'analyse acoustique à l'issue des travaux, conformément à l'article 6.1.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;
- h) de compléter et de mettre à jour le plan d'opération interne (POI), et de s'assurer de la formation du personnel intervenant à la mise en œuvre de ce plan, conformément à l'article 7.8.7 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;
- i) de réaliser une vérification d'étanchéité des tuyauteries alimentées en gaz naturel, conformément à l'article 8.2.10 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;
- j) de justifier d'une prévention des incidents et accidents susceptibles de concerner les installations et en limiter les conséquences compte tenu de l'absence du scénario des effets domino du bâtiment de stockage de sciures sur l'aire d'alimentation en combustible biomasse de la ligne 27000, conformément aux articles 1.3 et 7.1 de l'arrêté préfectoral du 28 décembre 2021 susvisé ;

#### **Article 2 :**

Dans le cas où l'une des obligations prévues à l'article 1<sup>er</sup> ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ce même article, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues, selon le cas, à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

#### **Article 3 :**

Le présent arrêté est notifié à la société SIDESUP par voie postale. Il est publié sur le site internet de la préfecture du Loiret pendant une durée minimale de 2 mois.

#### **Article 4 :**

Le secrétaire général de la Préfecture du Loiret, le maire de la commune d'ENGENVILLE, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement du Centre-Val de Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

**- 8 NOV. 2022**

Fait à Orléans, le

**Pour la Préfète et par délégation,  
le secrétaire général**



**Benoît LEMAIRE**

**Voies et délais de recours**

Conformément à l'article L.171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut être déférée au Tribunal Administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 ORLEANS CEDEX 1 dans un délai de 2 mois à compter de sa notification.

Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique Télérecours accessible par le site internet [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

Dans un délai de 2 mois à compter de la notification de cette décision, les recours administratifs suivants peuvent être présentés :

- un recours gracieux, adressé à Mme la Préfète du Loiret, Service de la Coordination des Politiques Publiques et de l'Appui Territorial, Bureau de la coordination administrative 181 rue de Bourgogne, 45042 ORLEANS CEDEX,
- un recours hiérarchique, adressé à M. le Ministre de la Transition écologique et de la Cohésion des territoires- Direction Générale de la Prévention des Risques - Arche de La Défense - Paroi Nord - 92055 LA DEFENSE CEDEX.

Le recours administratif prolonge de 2 mois les délais de recours contentieux.

**DIFFUSION :**

- UD DREAL
- SOCIETE SIDESUP
- Madame la Sous-Préfète de PITHIVIERS
- Madame la Maire d'ENGENVILLE

